



**Arrêté modifiant l'arrêté du 13 août 2020 portant obligation  
du port du masque de protection sur la commune de Saintes**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment son article L.3131-1, L.3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 portant nomination de M. Nicolas BASSELIER en qualité de Préfet de la Charente-Maritime ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 août 2020 portant obligation du port du masque de protection sur la commune de Saintes ;

**Vu** la demande du maire de Saintes en date du 14 août 2020 sollicitant une modification de l'arrêté préfectoral instaurant le port du masque obligatoire dans certains espaces publics de la commune ;

**Considérant** qu'afin de lutter contre la propagation du virus COVID 19, le Ministre des Solidarités et de la Santé a prescrit des mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-860 du 10 juillet précité, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits ; que dans les cas où le port du masque de protection n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**Considérant** la nécessité de renforcer les mesures d'hygiène et de protection via le maintien du respect des gestes barrières afin de ralentir la propagation du virus pendant la période de saison estivale touristique ;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ;

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**Considérant** qu'il y a lieu de rendre obligatoire le port du masque de protection pour toute personne de onze ans ou plus accédant ou demeurant dans les espaces publics mentionnés dans la demande du maire de Saintes ;

**SUR** proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 13 août 2020 portant obligation du port du masque de protection sur la commune de Saintes est modifié comme suit :

« jusqu'au 30 septembre 2020, toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans les espaces publics de la commune de Saintes mentionnés ci-après, doit porter un masque de protection :

- > l'ensemble des marchés couverts et découverts
- > la foire mensuelle
- > les rues suivantes :
  - Cours National
  - Rue Alsace Lorraine
  - Rue Désiles
  - Rue Saint Michel
  - Rue Victor Hugo
  - Rue de la Poste
  - Rue Urbain Loyer
  - Rue André Lemoyne
  - Rue Porte Aiguière
  - Rue Mauny
  - Rue des Jacobins
  - Rue de la Comédie
  - Rue de l'Abreuvoir
  - Place aux Herbes »

**Article 2** : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2020 restent inchangées.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, ou de manière dématérialisée via le site [citoyens.telerecours.fr](http://citoyens.telerecours.fr) selon l'article R.414-6 du code de justice administrative.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet du préfet, la Sous-Préfète de Saintes, la directrice départementale de la sécurité publique et le maire de la commune de Saintes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime et dont copie est adressée au Procureur de la République territorialement compétent et au directeur de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine.

Fait à La Rochelle, le **18 AOUT 2020**

Le Préfet,



**Nicolas BASSELIER**